

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE
CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

Les enquêtrices et enquêteurs toujours en attente de reconnaissance !
Le 14 février sera une date décisive

Les enquêtrices et enquêteurs PRIX entament leur quatrième mois de grève, et les enquêtrices et enquêteurs MÉNAGE leur deuxième mois de rétention de questionnaires.

La période récente a été riche en séances de négociations : 17 janvier, 27 janvier, 3 février. Ces séances ont fait progresser certains aspects du dossier, comme la prise en compte de certaines spécificités (les enquêtrices et enquêteurs ayant de faibles quotités, de faibles déplacements, celles et ceux réalisant les relevés de prix, les remboursements de frais de déplacement...).

Depuis l'annonce de la direction de la mise en place d'une stabilisation et d'un lissage de la paie (l'équivalent d'une mensualisation), les enquêtrices et enquêteurs prix ont repris la réalisation d'un des relevés qu'elles et ils ne réalisaient plus.

Cependant la rémunération proposée est encore scandaleusement basse!

Le niveau de la rémunération proposée, avec une grille de catégorie C (pour la catégorie 2) et de niveau B (pour la catégorie 1), et des primes de faible niveau (6% du salaire de base), aboutiraient à des rémunérations proches du Smic pendant de trop longues années. Rappelons que le pourcentage de prime proposé par la direction est trois à quatre fois plus faible que celui que les agents de catégorie « C » ont à l'Insee..

De plus, ces rémunérations proposées par la direction sont pour un plein temps. Or, la plupart des enquêtrices en seront loin. Ce qui rendra leur rémunération encore plus indigne, et ne leur permettra pas de vivre décemment de leur travail.

Contrairement à ce que la direction annonce, du fait de ces faibles quotités, le nombre de « perdant-e-s » du nouveau système atteindrait quasiment la moitié des enquêtrices et enquêteurs !! La prime différentielle proposée gèlerait le salaire pendant des années. Le pouvoir d'achat de ces agents baisserait chaque année.

Pour les Dom, la direction propose même de transgresser le rôle de la sur-rémunération de l'outre-mer en ne calculant pas la même base salariale. Cette sur-rémunération jouerait le rôle de compensation d'un système moins favorable.

Voici quelques exemples de ce à quoi aboutiraient les propositions de la direction :

- Il faudrait 18 ans à une enquêtrice embauchée aujourd'hui, pour atteindre le niveau de rémunération (grille + primes) d'un agent de l'Insee embauché via le Pacte -les plus mal payés de l'Insee- ;
- Il faudrait 20 ans de blocage pour résorber 50 euros mensuels de différentielle pour une enquêtrice travaillant à 40%.

Des nouvelles de la collecte de soutien

Vous avez été nombreux-ses à participer à la collecte de soutien pour les enquêtrices et enquêteurs prix.

Leur mouvement de grève consiste à ne pas effectuer certains relevés.

Ceux-ci ne sont donc pas payés. Près de 5 000 € ont été récoltés, et près de 2 000 € déjà versés pour soutien aux enquêtrices et enquêteurs en ayant fait la demande.

Ce 14 février, la direction doit faire des propositions qui assurent le respect et la pérennité d'un réseau de qualité dont la statistique publique a besoin !

Alors que la direction de l'Insee doit en ce moment discuter des postes de promotions au ministère, participez aux rassemblements proposés par les sections syndicales pour demander de vive voix à la direction de l'Insee de reconnaître les qualifications de toutes et tous!

A Paris le 10 février 2012